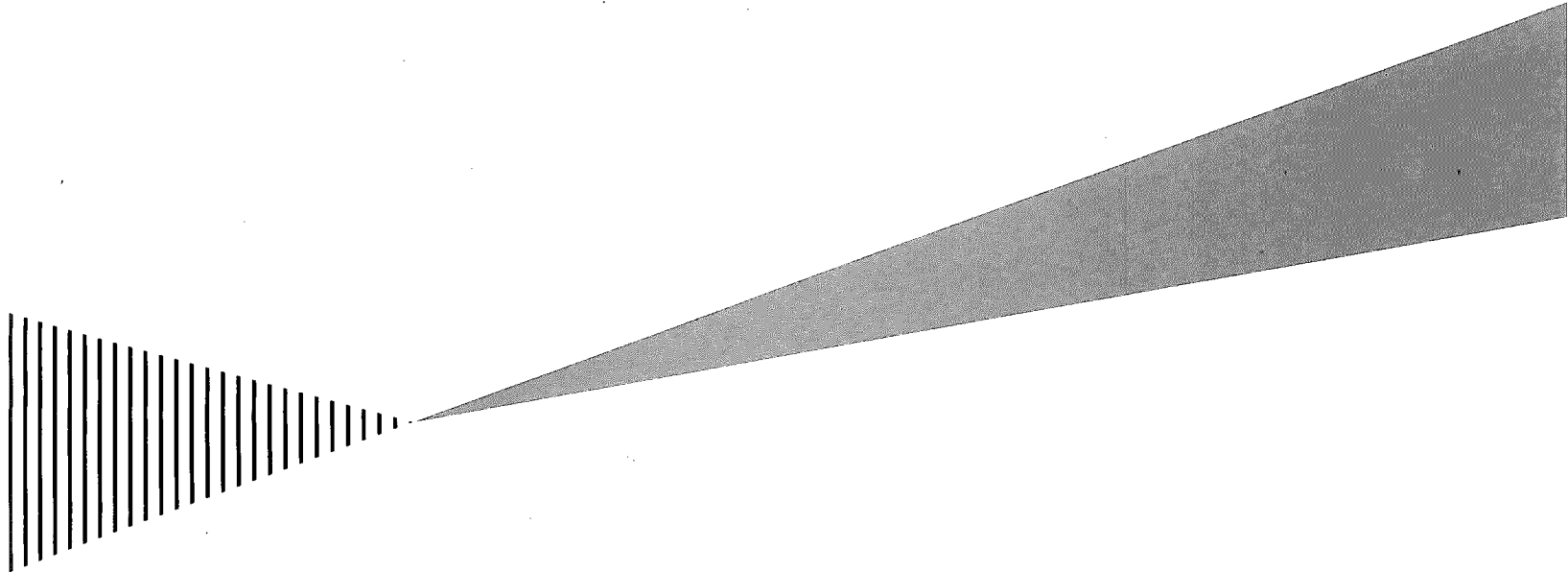


VILLE DE DIEPPE

RAPPORT FINANCIER ANNUEL CONSOLIDÉ

Exercice terminé le 31 décembre 2014



EY

Travailler ensemble
pour un monde meilleur

VILLE DE DIEPPE

TABLE DES MATIÈRES

Exercice terminé le 31 décembre 2014

MEMBRES DU CONSEIL, OFFICIERS MUNICIPAUX ET STATISTIQUES GÉNÉRALES	i
RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS	1
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	
État consolidé des résultats	2
État consolidé de la situation financière	3
État consolidé de la variation de la dette nette	4
État consolidé des flux de trésorerie	5
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	6

VILLE DE DIEPPE

MEMBRES DU CONSEIL, OFFICIERS MUNICIPAUX ET STATISTIQUES GÉNÉRALES

Exercice terminé le 31 décembre 2014

MAIRE

Maire-adjoint

CONSEILLERS

Jody Dallaire
Jean Gaudet
Jordan E. Nowlan
Jean-Marc Brideau

Yvon Lapierre
Ernest Thibodeau

Jean-Claude Cormier
Paul N. Belliveau
Ernest Thibodeau
Roger LeBlanc

OFFICIERS MUNICIPAUX

Directeur général

Secrétaire municipal

Trésorier

Chef des pompiers

Gestionnaire en chef par intérim du service des travaux publics, eau et égout

Directeur du service d'ingénierie et projet source d'eau

Directeur du service des bâtiments municipaux et environnement

Directeur du service des loisirs et installations récréatives

Directrice du service des communications

Directeur de la planification et du développement

Directrice du service des ressources humaines

Directeur du service des affaires corporatives

Directeur du service des technologies de l'information

Conseillers juridiques principaux

Auditeurs

Marc Melanson

Poste vacant

Stéphane Thériault

Charles LeBlanc

David Knowles

Jacques LeBlanc

Luc St-Jules

Raymond Bourque

Annie Duguay

André Frenette

Martine Savoie

Luc Richard

Shaun Daigle

McIntyre Finn

Ernst & Young

Comptables professionnels agréés

STATISTIQUES GÉNÉRALES

Population : 23 310 (recensement 2011)

VALEUR IMPOSABLE ET TAUX D'IMPOSITION LOCALE

	Valeur imposable	Taux d'imposition
2014	2 679 114 100 \$	1,5845 \$
2015	2 799 696 656 \$	1,5845 \$

**EY**Travailler ensemble
pour un monde meilleur

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

À son Honneur le maire et aux membres du conseil

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la VILLE DE DIEPPE, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014 et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, notamment de leur évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE DIEPPE au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ernst + Young S.R.L./S.E.V.C.R.L.

Dieppe, Nouveau-Brunswick
le 27 avril 2015

Comptables professionnels agréés

VILLE DE DIEPPE

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 décembre

	2014 Budget	2014 Réal	2013 Réal
REVENUS			
Mandat d'imposition	42 450 564 \$	42 450 564 \$	39 653 655 \$
Prestations de services à d'autres gouvernements			
Autres municipalités (note 22)	87 000	100 000	87 000
Province du Nouveau-Brunswick (note 22)	154 997	162 113	157 612
Vente de services (note 22)	11 298 261	11 088 652	10 868 132
Autres revenus de provenance interne (note 22)	815 502	962 822	893 588
Subvention inconditionnelle	850 595	850 595	871 177
Ajustement pour paiement tenant lieu d'impôt foncier	(3 423)	(3 423)	4
Intérêts gagnés	80 000	257 344	276 478
Contributions aux investissements en immobilisations des gouvernements fédéral et provincial	-	3 999 373	2 044 813
Contributions en immobilisations des développeurs	-	3 470 552	5 739 102
Autres contributions	-	222 137	354 141
Ventes de terrains nettes (note 4)	-	944 759	434 248
	55 733 496 \$	64 505 488 \$	61 379 950 \$
DÉPENSES			
Services d'administration générale (note 22)	4 605 228 \$	4 641 143 \$	4 177 412 \$
Services de protection (note 22)	10 818 541	9 612 766	8 441 893
Services de transports (note 22)	6 149 868	5 829 324	5 530 643
Services d'hygiène du milieu (note 22)	1 081 100	1 024 110	1 015 305
Services d'urbanisme, d'aménagement et de mise en valeur du territoire (note 22)	2 688 756	2 516 211	2 466 184
Services récréatifs et culturels (note 22)	7 943 041	7 345 719	7 022 902
Approvisionnement en eau (note 22)	5 020 969	4 457 578	4 574 053
Collectage et évacuation des eaux d'égouts (note 22)	3 608 567	2 934 230	3 286 407
Services financiers - général (note 22)	2 918 069	2 790 013	2 954 771
Services financiers - eau (note 22)	804 288	750 804	772 704
Services financiers - égouts (note 22)	382 634	378 085	367 080
Amortissement	-	8 746 642	8 498 907
Perte (gain) sur disposition d'immobilisations	-	49 310	(188 148)
	46 021 061	51 075 935	48 920 113
EXCÉDENT DE L'EXERCICE (notes 18 et 21)	9 712 435 \$	13 429 553 \$	12 459 837 \$
EXCÉDENT ACCUMULÉ AU DÉBUT (note 3)		185 935 990	173 476 153
EXCÉDENT ACCUMULÉ À LA FIN		199 365 543 \$	185 935 990 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers

VILLE DE DIEPPE**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

31 décembre

2014

2013

Actifs financiers

Encaisse	3 502 407 \$	14 152 320 \$
Débiteurs		
Général	3 457 477	4 087 575
Taxe de vente à recevoir	873 887	942 088
Province du Nouveau-Brunswick (note 5)	3 118 124	43 387
	10 951 895 \$	19 225 370 \$

Passifs financiers

Créditeurs	6 152 184 \$	7 042 281 \$
Déductions à la source à payer	6 713	159 146
Congés de maladie accumulés (note 8)	946 766	854 986
Revenus différés		
Revenus différés général	141 707	126 028
Revenus différés des gouvernements	-	1 209 495
Retenues de garanties	592 416	1 051 925
Emprunts à demande	-	1 014 416
Dette à long terme (note 6)	86 179 019	92 070 122
	94 018 805	103 528 399

DETTE NETTE**(83 066 910) (84 303 029)****ACTIFS NON-FINANCIERS**

Immobilisations corporelles (note 16)	364 651 560	344 376 938
Amortissement cumulé	(86 000 012)	(77 815 196)
	278 651 548	266 561 742
Inventaire	23 227	12 408
Stock - terrains	3 736 817	3 625 925
Charges payées d'avance	20 861	38 944
	282 432 453	270 239 019

EXCÉDENT ACCUMULÉ**199 365 543 \$ 185 935 990 \$****ÉVENTUALITÉS (note 9)**

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers

APPROUVÉ PAR

....., Maire

....., Secrétaire municipal ou trésorier

VILLE DE DIEPPE**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE**

Exercice terminé le 31 décembre

2014

2013

Excédent pour l'année	13 429 553 \$	12 459 837 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(20 949 265)	(20 376 335)
Produits de la vente d'immobilisations corporelles	63 507	586 614
Amortissement des immobilisations corporelles	8 746 642	8 498 907
Perte (gain) sur la vente d'immobilisations corporelles	49 310	(188 148)
	1 339 747	980 875
Acquisition de l'inventaire	(23 227)	(12 408)
Acquisition des charges payées d'avance	(20 861)	(38 944)
Consommation de l'inventaire	12 408	15 879
Utilisation des charges payées d'avance	38 944	21 747
Variation des stocks de terrains	(110 892)	252 502
	(103 628)	238 776
Diminution de la dette nette	1 236 119	1 219 651
Dette nette au début de l'exercice	(84 303 029)	(85 522 680)
Dette nette à la fin de l'exercice	(83 066 910) \$	(84 303 029) \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers

VILLE DE DIEPPE**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE**

Exercice terminé le 31 décembre

2014**2013****ACTIVITÉS D'EXPLOITATION**

Excédent de l'exercice	13 429 553 \$	12 459 837 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie:		
Perte (gain) sur disposition d'immobilisation	49 310	(188 148)
Amortissement	8 746 642	8 498 907
Contributions en immobilisations des développeurs	(3 470 552)	(5 739 102)
	18 754 953	15 031 494
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement:		
Débiteurs	(2 376 438)	(825 604)
Créditeurs	(1 042 530)	1 930 315
Variation dans l'inventaire et les charges payées d'avance	(103 628)	238 776
Autres éléments	(1 561 545)	512 039

13 670 812 16 887 020**ACTIVITÉS DE CAPITAL**

Acquisition d'immobilisations corporelles	(17 478 713)	(14 637 233)
Produit de la cession d'immobilisations	63 507	586 614

(17 415 206) (14 050 619)**ACTIVITÉS DE FINANCEMENT**

Variation de l'emprunt à demande	(1 014 416)	(85 000)
Obtention de financement supplémentaire	-	5 915 000
Remboursement de la dette à long terme	(5 891 103)	(7 657 000)

(6 905 519) (1 827 000)**AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ENCAISSE****(10 649 913)** 1 009 401**ENCAISSE AU DÉBUT****14 152 320** 13 142 919**ENCAISSE À LA FIN****3 502 407 \$** 14 152 320 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2014

1. OBJECTIF DE L'ORGANISATION

La Ville de Dieppe a été incorporée comme ville par la Loi sur les municipalités du Nouveau-Brunswick le 1^{er} janvier 1952 et a accédé au statut de Ville le 1^{er} janvier 2003 par une modification du Règlement 85-6 du Nouveau-Brunswick, en vertu de la Loi sur les municipalités. En tant que municipalité, la Ville est exemptée d'impôt sur le revenu en vertu de l'alinéa 149 (1)(c) de la Loi canadienne de l'impôt sur le revenu. La Municipalité s'est donné l'énoncé de vision suivant : « La Ville de Dieppe reflète sa fierté acadienne dans son accueil à tous; il fait bon y vivre et élever une famille grâce à son développement intelligent et son souci pour l'environnement. »

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés de la Ville de Dieppe reposent sur les observations de l'administration présentées conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour les gouvernements locaux, comme le recommande le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) des Comptables professionnels agréés du Canada.

La Ville a adopté les normes de comptabilité dans le secteur public (CSP) le 1^{er} janvier 2011.

Les états financiers présentés selon les normes de CSP portent surtout sur la situation financière de la Ville et sur les changements à cet égard. L'état consolidé de la situation financière comprend tous les passifs et actifs de la Ville.

Les entités suivantes sont comprises dans ces états financiers:

- Ville de Dieppe
- Expansion Dieppe Inc.
- Gestion 1604 Inc.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2014

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Les aspects importants des conventions comptables adoptées par la Municipalité sont les suivants :

Entité publiante

Les états financiers consolidés reflètent les actifs, les passifs, les revenus, les dépenses et les changements à la dette nette et au flux net de trésorerie de l'entité publiante. L'entité publiante comprend toutes les organisations et entreprises responsables de l'administration des affaires et des ressources de la Ville et qui sont la propriété de la Ville ou qui sont contrôlées par elle.

Les transactions et les soldes interservices et organisationnels sont éliminés.

Budget

Les montants inscrits aux présents états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil le 9 décembre 2013 et par le Ministre des gouvernements locaux le 20 janvier 2014.

Comptabilisation des recettes

Les recettes non affectées sont enregistrées sur la base de la comptabilité d'exercice et sont constatées lorsque la somme recouvrée est raisonnablement assurée. Les contributions avec restrictions sont comptabilisées en tant que revenu de l'année auquel les frais connexes sont engagés.

Les autres recettes sont enregistrées lorsqu'elles sont réalisées.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2014

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés en conformité avec les Normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une influence sur les montants déclarés à l'actif et au passif et sur la déclaration des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants déclarés de revenus et de dépenses au cours de l'exercice. Ces estimations sont examinées périodiquement et, si des rectifications deviennent nécessaires, elles sont signalées dans les revenus de la période à laquelle elles deviennent connues. Les résultats peuvent être différents de ces estimations.

Instruments financiers

Les instruments financiers de la Ville se composent de l'encaisse, de comptes débiteurs, de créditeurs, des retenues de garanties, de la dette à long terme et des autres montants à payer. Sauf indication contraire, la direction est d'avis que la Ville n'est pas exposée à d'importants risques de taux d'intérêt, risques de taux de change ou risque de crédit découlant de ces instruments financiers. La juste valeur de ces instruments financiers correspond approximativement à leur valeur comptable, à moins d'indication contraire.

Immobilisations corporelles

À partir du 1^{er} janvier 2011, la Ville a adopté les dispositions du CSP, au chapitre 3150 sur les immobilisations corporelles. Les immobilisations corporelles sont comptabilisées selon leur coût qui comprend tous les montants qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction, le développement ou l'amélioration de l'actif. Le coût des immobilisations corporelles est amorti sur une base linéaire pendant la durée de vie utile estimée comme suit:

<u>Type d'actif</u>	<u>Années</u>
Améliorations foncières	10 à 25 ans
Équipement et machinerie	3 à 30 ans
Véhicules	5 à 10 ans
Bâtiments	20 à 50 ans
Réseaux de transport routier	10 à 50 ans
Réseaux d'alimentation en eau et d'évacuation des eaux usées	30 à 100 ans

Les actifs en construction ne sont pas amortis tant que l'actif n'est pas disponible pour une utilisation productive.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2014

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Information sectorielle

La Ville de Dieppe est une municipalité diversifiée qui offre une grande gamme de services à ses résidents. Aux fins de la gestion des rapports, les opérations et les activités de la Ville sont organisées et signalées par fonction. Cette présentation a été créée dans le but d'enregistrer des activités spécifiques pour atteindre certains objectifs conformément à des règlements spéciaux, des restrictions ou des interdictions. Les services municipaux sont fournis par les départements suivants:

Services d'administration générale

Cette section est responsable du financement global et de l'administration locale de la Ville. Ceci comprend les fonctions du conseil, la gestion générale et financière, les questions juridiques et de conformité avec la législation ainsi que les relations civiques.

Services de protection

Cette section est responsable de la prestation des services de police, la protection contre les incendies, les mesures d'urgence, le contrôle des animaux, l'inspection des bâtiments et autres mesures de protection.

Services de transports

Cette section est responsable des services en commun, de l'entretien des routes, des services de circulation et autres fonctions reliées.

Services d'hygiène du milieu

Cette section est responsable de l'enlèvement des déchets solides.

Service d'urbanisme, d'aménagement et de mise en valeur du territoire

Cette section est responsable du zonage, du développement économique, du tourisme et autres services de développement et promotionnels.

Services récréatifs et culturels

Cette section est responsable de l'entretien et l'exploitation des installations récréatives et culturelles incluant les piscines, les aréas, les parcs et terrains de jeux et autres établissements récréatifs et culturels.

Systèmes d'eau et égouts

Cette section est responsable de la fourniture de services d'eau et d'égouts, y compris l'entretien et l'exploitation des réseaux souterrains, des usines de traitement, des réservoirs et des lagunes.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS31 décembre 2014

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Inventaire

L'inventaire est évalué au moindre du coût et du coût de remplacement net, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

Avantages postérieurs à l'emploi

La Ville offre un avantage de congé de maladie, tel que documenté dans la note 8.

3. EXCÉDENT ACCUMULÉ

L'excédent accumulé au 1er janvier 2013 a été augmenté de 155 345 \$ afin de refléter des contributions en immobilisations des développeurs omis à la transition vers les normes CSP.

4. VENTES DE TERRAINS	2014	2013
Ventes de terrains	1 295 120 \$	686 750 \$
Coût des terrains vendus	(350 361)	(252 502)
	944 759 \$	434 248 \$

5. SOMMES À RECEVOIR DE LA PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK	2014	2013
Fonds de la taxe sur l'essence	1 562 666 \$	- \$
Autres sommes à recevoir de la Province	1 555 458	43 387
	3 118 124 \$	43 387 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2014

6. DETTE À LONG TERME	2014	2013
Emprunt		
Emprunt, garanti par le terrain et la bâtisse de l'hôtel de Ville d'une valeur comptable nette de 8 917 771 \$, remboursable par versements mensuels de 73 041 \$ incluant les intérêts calculés au taux de 5,67 %, échéant en octobre 2031.	9 493 019 \$	9 821 122 \$
Débiteures		
1) Débiteure, 1,20% à 3,10%, portion échéant en 2019 et 2024.	6 115 000	6 848 000
2) Débiteure, 3,75% à 4,375%, renouvelable en 2015, portion échéant en 2020 et 2025.	7 613 000	8 419 000
3) Débiteure, 4,15% à 4,45%, renouvelable en 2016, portion échéant en 2021 et 2026.	11 582 000	12 610 000
4) Débiteure, 4,45% à 4,85%, renouvelable en 2017, portion échéant en 2022, 2027 et 2032.	6 815 000	7 289 000
5) Débiteure, 2,10% à 5,55%, renouvelable en 2023, portion échéant en 2028 et 2033.	5 501 000	5 775 000
6) Débiteure, 1,0% à 4,5%, renouvelable en 2019, portion échéant en 2024, 2029 et 2034.	8 789 000	9 200 000
7) Débiteure, 1,50% à 3,85%, renouvelable en 2020, portion échéant en 2025, 2030, 2035 et 2040.	10 571 000	11 097 000
8) Débiteure, 1,35% à 3,45%, renouvelable en 2021, portion échéant en 2026, 2031 et 2036.	4 619 000	4 819 000
9) Débiteure, 1,65% à 2,45%, échéant en 2017.	904 000	1 193 000
10) Débiteure, 1,35% à 3,8%, renouvelable en 2032, et échéant en 2037.	8 736 000	9 084 000
11) Débiteure, 1,25% à 4,40%, portion échéant en 2028 et 2033.	5 441 000	5 915 000
Total	86 179 019 \$	92 070 122 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2014

6. DETTE À LONG TERME (suite)

L'approbation de la Commission des emprunts de capitaux pour les municipalités a été obtenue pour la dette à long terme.

L'estimé des remboursements en capital de la dette à long terme à effectuer durant les cinq prochains exercices sont les suivants en présumant le renouvellement des dettes tel que prévu:

2015 -	6 148 314 \$
2016 -	5 471 401 \$
2017 -	5 207 647 \$
2018 -	3 735 117 \$
2019 -	3 606 884 \$

7. EMPRUNTS À COURT TERME

Emprunt d'exploitation

Ainsi que le prescrit la Loi sur les municipalités, les emprunts pour financer les affaires courantes du Fonds général sont limités à 4% du budget de fonctionnement de la municipalité. Les emprunts pour financer les affaires courantes du Fonds des services publics sont limités à 50% du budget de fonctionnement pour l'année. En 2014, la Ville s'est conformée à ces restrictions.

Emprunt inter fonds

Le guide servant à la présentation des rapports financiers municipaux exige que les emprunts inter fonds à court terme soient remboursés l'année suivante à moins que l'emprunt soit pour un projet de capital. Les montants payables entre les fonds sont en conformité avec cette exigence.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2014

8. CONGÉS DE MALADIE ACCUMULÉS

La Ville de Dieppe offre un congé de maladie qui s'accumule à raison de 8 heures par mois pour les employés non administratifs à temps plein, et à 7 heures par mois pour les employés administratifs à temps plein. Un employé peut prendre un congé avec solde pour une durée maximale de 5 jours consécutifs avec un maximum de 12 jours par année.

Une évaluation actuarielle a été réalisée sur le plan des 168 employés en conformité avec SP 3255. La méthode actuarielle utilisée est la méthode des unités projetées au prorata des services à l'usage prévu. L'évaluation était basée sur un certain nombre d'hypothèses concernant des événements futurs, comme l'augmentation des taux d'intérêt, les salaires et le roulement du personnel et la retraite. Les hypothèses utilisées reflètent les meilleures estimations de la Ville.

Les principales hypothèses de l'évaluation sont comme suit:

- augmentation de salaire annuelle est de 3,0%;
- le taux d'actualisation utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées est de 4,5%;
- âge de la retraite est de 62; et
- estimation de l'utilisation nette du taux de congés de maladie varie avec l'âge.

Le congé de maladie est un avantage non financé. En tant que tel, il n'y a pas d'actifs applicables. Les prestations sont payées à partir des recettes générales lorsqu'elles viennent à échéance.

9. ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal des opérations, la Ville de Dieppe est impliquée dans différentes réclamations ou poursuites judiciaires. De l'avis des conseillers juridiques, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement des litiges et des montants, le cas échéant, que la municipalité pourrait être appelée à verser. Conséquemment, aucune provision ne figure aux états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2014

10. ENGAGEMENTS

La Ville s'est engagée à partager les frais d'assainissement qui seront encourus sur certaines propriétés vendues à un développeur, jusqu'à un maximum de 563 468 \$. Ce montant devient payable quand le développeur encourt ces frais d'assainissement et fournit des documents de support à la Ville. Tout montant dû en vertu de cet engagement sera passé en charge dans l'année où la documentation est fournie.

11. INSTRUMENTS FINANCIERS

La direction est d'avis que la municipalité n'est pas exposée à des risques de crédit ou liés aux taux d'intérêts qui sont significatifs sur ses instruments financiers.

12. TRANSFERTS AUX RÉSERVES

Les transferts entre les fonds de réserve furent autorisés au conseil le 16 décembre 2014 par résolution à l'exception d'un transfert à la réserve de 40 000 \$ qui fut autorisé le 8 décembre 2014, d'un transfert de la réserve de 5 806 \$ pour 2 achats de terrains qui fut autorisé le 14 octobre 2014 et d'un transfert de la réserve de 55 000 \$ qui fut autorisé le 14 juillet 2014.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2014

13. EXCÉDENT DE L'ACTIF À COURT TERME SUR LE PASSIF À COURT TERME - FONDS DE CAPITAL ET D'EMPRUNT

Au 31 décembre 2014, les fonds de capital et d'emprunt de la Ville de Dieppe indiquent un déficit de l'actif à court terme sur le passif à court terme par les montants suivants :

	Fonds de capital eau et égouts	Fonds de capital et d'emprunt général
Actif à court terme	119 909 \$	3 037 688 \$
Passif à court terme	1 607 673	5 264 105
	(1 487 764) \$	(2 226 417) \$

Les déficits de ces fonds sont le résultat de dépenses en capital effectuées avant d'avoir reçu la débenture correspondante. Cette dernière fut autorisée en 2014.

14. EXCÉDENT/DÉFICIT AU FONDS DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES D'EAU ET ÉGOUTS

La Loi sur les municipalités exige que les excédents/déficits au fonds de fonctionnement des services d'eau et égouts soient absorbés par un ou plusieurs des quatre budgets de fonctionnement à compter de la deuxième année suivante; l'excédent/déficit à la fin de l'année est le suivant :

	2014	2013
2014 excédent	237 235 \$	- \$
2013 excédent	234 834	234 834
2012 excédent	-	283 361
	472 069 \$	518 195 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2014

15. FRAIS DE DISTRIBUTION D'EAU

Les frais de distribution d'eau pour la protection contre les incendies débités par la Municipalité est dans les limites autorisées par le règlement 81-195 sous la Loi sur les municipalités en fonction du pourcentage applicable de dépenses du système de l'eau pour la population.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2014

16. TABLEAU D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Exercice terminé le 31 décembre 2014

	Terrains	Améliorations foncières	Équipement et machinerie	Véhicules	Bâtiments	Transports	Eau et égouts	Travaux en cours	Total 2014	Total 2013
COÛT										
Solde d'ouverture	19 343 386 \$	6 914 360 \$	2 504 181 \$	9 208 748 \$	57 642 272 \$	131 664 435 \$	106 536 138 \$	10 563 418 \$	344 376 938 \$	325 223 830 \$
Plus:										
Acquisitions de l'année	2 132 385	2 030 885	182 767	441 130	874 922	8 548 224	6 256 648	482 304	20 949 265	20 376 335
Dispositions de l'année	(8 000)	-	-	(244 706)	-	(314 901)	(107 036)	-	(674 643)	(1 223 227)
SOLDE DE CLÔTURE	21 467 771	8 945 245	2 686 948	9 405 172	58 517 194	139 897 758	112 685 750	11 045 722	364 651 560	344 376 938
AMORTISSEMENT CUMULÉ										
Solde d'ouverture	-	2 568 707	1 079 416	4 725 800	13 297 816	33 847 693	22 295 764	-	77 815 196	70 141 050
Plus:										
Amortissement de l'année	-	395 150	239 908	679 621	2 069 015	3 675 299	1 687 649	-	8 746 642	8 498 907
Amortissement cumulé sur dispositions	-	-	-	(200 706)	-	(303 329)	(57 791)	-	(561 826)	(824 761)
SOLDE DE CLÔTURE	-	2 963 857	1 319 324	5 204 715	15 366 831	37 219 663	23 925 622	-	86 000 012	77 815 196
VALEUR NETTE DES IMMOBILISATIONS	21 467 771 \$	5 981 388 \$	1 367 624 \$	4 200 457 \$	43 150 363 \$	102 678 095 \$	88 760 128 \$	11 045 722 \$	278 651 548 \$	266 561 742 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2014

17. TABLEAU DE PRÉSENTATION SECTORIELLE

Exercice terminé le 31 décembre 2014

	Administration générale	Protection	Transport	Hygiène	Développement économique	Récréatifs et culturels	Eau et égouts	2014 Consolidés	2013 Consolidés
Revenus									
Mandat d'impôts fonciers	5 274 806 \$	11 699 741 \$	13 485 455 \$	1 041 402 \$	2 147 915 \$	8 801 245 \$	- \$	42 450 564 \$	39 653 655 \$
Prestations de services à d'autres gouvernements	-	100 000	162 113	-	-	-	-	262 113	244 612
Vente de services	-	-	-	-	-	1 237 845	9 850 807	11 088 652	10 868 132
Subvention sans condition	105 694	234 431	270 212	20 867	43 038	176 353	-	850 595	871 177
Intérêt	25 298	56 111	64 675	4 995	25 507	42 210	38 548	257 344	276 478
Autres	10 215	797 608	5 512 068	1 129	1 190 516	152 933	1 931 751	9 596 220	9 465 896
	5 416 013	12 887 891	19 494 523	1 068 393	3 406 976	10 410 586	11 821 106	64 505 488	61 379 950
Dépenses									
Salaires et bénéfices	1 835 920	3 429 204	2 203 995	-	1 275 376	4 611 887	2 658 493	16 014 875	14 598 275
Biens et services	2 358 535	6 173 561	3 625 327	1 024 110	1 240 834	2 717 966	4 782 560	21 922 893	21 245 700
Amortissement	678 175	262 979	4 446 590	-	11 580	1 530 143	1 817 175	8 746 642	8 498 907
Intérêt	546 618	132 457	1 643 173	-	-	467 765	1 128 889	3 918 902	4 094 555
Autres	446 688	10 001	8 036	-	-	7 898	-	472 623	482 676
	5 865 936	10 008 202	11 927 121	1 024 110	2 527 790	9 335 659	10 387 117	51 075 935	48 920 113
Excédent (déficit) de l'année									
	(449 923) \$	2 879 689 \$	7 567 402 \$	44 283 \$	879 186 \$	1 074 927 \$	1 433 989 \$	13 429 553 \$	12 459 837 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2014

18. RÉCONCILIATION DE L'EXCÉDENT DE L'ANNÉE

Exercice terminé le 31 décembre 2014

	Fonctionnement Général	Capital Général	Fonctionnement eau et égouts	Capital eau et égouts	Parc industriel	Fonds de réserve	Total
Excédent (déficit) des fonds pour l'année 2014	486 392 \$	15 410 059 \$	237 235 \$	2 542 909 \$	(57 225) \$	34 468 \$	18 653 838 \$
Ajustements à l'excédent (déficit) annuel							
Excédent d'avant dernière année	(683 055)	-	(283 362)	-	-	-	(966 417)
Élimination des transferts entre fonds							
Fonds de réserve de fonctionnement général	575 638	-	-	-	-	(575 638)	-
Fonds de réserve capital général	363 000	(1 400 000)	-	-	-	1 037 000	-
Transferts entre fonds	5 378 263	(5 378 263)	680 000	(680 000)	-	-	-
Fonds de réserve d'utilité publique	-	(5 806)	-	-	-	5 806	-
Fonds de réserve de fonctionnement des services d'eau et égouts	-	-	343 770	-	-	(343 770)	-
Fonds de réserve capital d'eau et égouts	-	-	430 581	(385 000)	-	(45 581)	-
Transferts entre fonds	(237 868)	-	(46 503)	-	284 371	-	-
Remboursement du principal de la dette à long terme	4 533 103	(4 473 761)	1 358 000	(1 358 000)	(59 342)	-	-
Élimination d'un revenu interne	1 327 000	(183 706)	(1 327 000)	-	-	-	(183 706)
Dépense d'amortissement	-	(6 917 887)	-	(1 817 175)	-	-	(8 735 062)
Contributions en immobilisations des développeurs	-	1 658 710	-	1 811 842	-	-	3 470 552
Dépenses reclassées aux immobilisations	691 338	-	-	-	-	-	691 338
Reclassement du capital à la dépense	(139 803)	-	1 548	-	-	-	(138 255)
Argent reçu au lieu de terrain pour parcs municipaux, inscrit comme revenu différé	-	-	-	-	-	(8 372)	(8 372)
Gain (perte) sur disposition d'immobilisation	-	(2 095)	-	(49 245)	-	-	(51 340)
Vente de propriétés municipales	-	-	-	-	-	(15 968)	(15 968)
Excédent annuel des autres entités consolidées	738 556	-	(25 611)	-	-	-	712 945
Total d'ajustements à l'excédent (déficit) de l'année 2014	12 546 172	(16 702 808)	1 131 423	(2 477 578)	225 029	53 477	(5 224 285)
Excédent (déficit) pour l'année 2014 selon les normes CSP	13 032 564 \$	(1 292 749) \$	1 368 658 \$	65 331 \$	167 804 \$	87 945 \$	13 429 553 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2014

19. ÉTAT DES RÉSERVES

Exercice terminé le 31 décembre 2014

	Réserve Fonctionnement Général	Réserve Capital Général	Réserve Fonctionnement Eau et égouts	Réserve Capital Eau et égouts	Terrains d'utilité publique	Total 2014	Total 2013
Excédent accumulé							
Débiteurs	2 161 207 \$	2 331 311 \$	578 655 \$	725 990 \$	53 660 \$	5 850 823 \$	5 816 355 \$
Revenus							
Intérêts	23 386	50 117	3 498	10 123	821	87 945	65 446
Contribution du fonds de fonctionnement général	1 060 400	363 000	-	-	-	1 423 400	2 484 044
Contribution du fonds de fonctionnement des services d'eau et d'égouts	-	-	363 770	430 581	-	794 351	490 175
Vente d'une propriété municipale	-	-	-	-	-	-	501 111
Argent reçu au lieu de terrain pour parcs municipaux	-	-	-	-	24 340	24 340	6 661
	1 083 786	413 117	367 268	440 704	25 161	2 330 036	3 547 437
Dépenses							
Transfert au fonds de fonctionnement général	484 762	-	-	-	-	484 762	-
Transfert au fonds de capital et d'emprunt général	-	1 400 000	-	-	-	1 400 000	1 839 529
Transfert au fonds de fonctionnement des services d'eau et d'égouts	-	-	20 000	-	-	20 000	14 100
Transfert au fonds de capital des services d'eau et d'égouts	-	-	-	385 000	-	385 000	42 143
Achat de terrain d'utilité publique	-	-	-	-	5 806	5 806	-
	484 762	1 400 000	20 000	385 000	5 806	2 295 568	1 895 772
Excédent (déficit) de l'année	599 024 \$	(986 883) \$	347 268 \$	55 704 \$	19 355 \$	34 468 \$	1 651 665 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2014

20. INFORMATION SUR ENTITÉS CONTROLÉES

Exercice terminé le 31 décembre 2014

	Ville de Dieppe	Expansion Dieppe Inc.	Gestion 1604 Inc.	Total 2014	Total 2013
Actifs	280 273 505 \$	3 566 173 \$	9 544 670 \$	293 384 348 \$	289 464 389 \$
Passifs	83 546 341	927 794	9 544 670	94 018 805	103 528 399
Excédent (déficit) accumulé	196 727 164	2 638 379	-	199 365 543	185 935 990
Revenus	62 071 496	1 887 155	546 837	64 505 488	61 379 950
Dépenses	49 354 888	1 174 210	546 837	51 075 935	48 920 113
Excédent (déficit) pour l'année	12 716 608 \$	712 945 \$	- \$	13 429 553 \$	12 459 837 \$

Les entités mentionnées ci-haut sont inclus dans les états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2014

21. BUDGET DE FONCTIONNEMENT RÉCONCILIÉ AU BUDGET CSP

Exercice terminé le 31 décembre 2014

	Budget de fonctionnement général	Budget de fonctionnement eau et égouts	Amortissement immobilisations	Revenus internes	Excédent avant-dernière année	Transferts	Transferts entités consolidées	Total
Revenus								
Mandat d'impôts fonciers	42 450 564 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	42 450 564 \$
Prestations de services à d'autres gouvernements	241 997	-	-	-	-	-	-	241 997
Vente de services	1 127 426	10 170 835	-	-	-	-	-	11 298 261
Autres revenus de provenance interne	1 053 372	1 327 000	-	(1 327 000)	-	(237 870)	-	815 502
Subvention inconditionnelle	850 595	-	-	-	-	-	-	850 595
Intérêts	80 000	-	-	-	-	-	-	80 000
Contribution Expansion Dieppe Inc.	133 962	72 114	-	-	-	(46 503)	(159 573)	-
Excédent d'avant dernière année	683 056	283 361	-	-	(966 416)	-	-	-
	46 620 971	11 853 310	-	(1 327 000)	(966 416)	(284 373)	(159 573)	55 736 919
Dépenses								
Services d'administration générale	4 605 228	-	-	-	-	-	-	4 605 228
Services de protection	12 145 541	-	-	(1 327 000)	-	-	-	10 818 541
Services de transports	6 149 868	-	-	-	-	-	-	6 149 868
Services d'hygiène du milieu	1 081 100	-	-	-	-	-	-	1 081 100
Services d'urbanisme	2 688 756	-	-	-	-	-	-	2 688 756
Services récréatifs et culturels	7 943 041	-	-	-	-	-	-	7 943 041
Approvisionnement en eau	-	5 020 969	-	-	-	-	-	5 020 969
Collectage et évacuation des eaux d'égouts	-	3 608 567	-	-	-	-	-	3 608 567
Intérêts sur la dette à long terme	2 918 069	1 186 922	-	-	-	-	-	4 104 991
Paiements de la dette à long terme	4 533 467	1 358 000	-	-	-	(5 891 467)	-	-
Transferts du fonds général de fonctionnement au fonds de capital et d'emprunt général	4 552 478	-	-	-	-	(4 552 478)	-	-
Transferts du fonds de fonctionnement des services d'eau et égouts au fonds de capital des services d'eau et égouts	-	678 852	-	-	-	(678 852)	-	-
Ajustement pour paiement tenant lieu d'impôt foncier	3 423	-	-	-	-	-	-	3 423
	46 620 971	11 853 310	-	(1 327 000)	-	(11 122 797)	-	46 024 484
Excédent (Déficit)	- \$	- \$	- \$	- \$	(966 416) \$	10 838 424 \$	(159 573) \$	9 712 435 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2014

22. SUPPORT DE REVENUS ET DÉPENSES

	2014		2013
	Budget	Réel	Réel
Revenus			
Prestations de services à d'autres gouvernements			
Feu	87 000 \$	100 000 \$	87 000 \$
Province du Nouveau-Brunswick			
Rues et chemins	141 900 \$	145 934 \$	145 934 \$
Peinture des lignes sur chaussées	13 097	16 179	11 678
	154 997 \$	162 113 \$	157 612 \$
Ventes de services			
Arénas	496 940 \$	566 620 \$	537 120 \$
Centre aquatique et sportif	524 303	552 618	532 232
Scène mobile - location et commanditaires	-	3 100	3 100
Programmes	94 113	102 968	121 156
Location de terrains sportifs	12 070	12 538	11 603
Eau	5 392 644	5 202 686	5 253 452
Réseau d'assainissement	4 483 327	4 323 106	4 093 471
Connections, services et autres	84 867	74 278	82 639
Intérêts gagnés	209 997	250 738	233 359
	11 298 261 \$	11 088 652 \$	10 868 132 \$
Autres revenus de provenance interne			
Permis de construction et autres permis	481 200 \$	569 000 \$	401 175 \$
Amendes			
Arrêté municipal	112 802	108 640	114 824
Loyers - matériel et immeuble	177 000	201 560	210 844
Divers	44 500	83 622	166 745
	815 502 \$	962 822 \$	893 588 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2014

22. SUPPORT DE REVENUS ET DÉPENSES (suite)	2014		2013
	Budget	Réel	Réel
Dépenses			
<i>Services d'administration générale</i>			
Services législatifs			
Maire	35 439 \$	34 075 \$	34 637 \$
Conseillers	149 836	146 609	138 686
Autres	35 700	29 624	20 587
	220 975	210 308	193 910
Administration			
Greffier	309 637	377 506	290 614
Directeur	1 074 122	1 054 390	978 025
Immeubles	576 377	573 741	558 228
Avocat	332 009	330 745	155 726
Autres	327 196	449 127	322 069
	2 619 341	2 785 509	2 304 662
Gestion des finances			
Administration	177 299	126 016	186 328
Comptabilité	301 035	288 520	266 659
Vérification externe	49 000	54 528	48 113
	527 334	469 064	501 100
Services courants			
Coût d'évaluation	519 748	519 748	491 710
Autres services d'administration générale			
Congrès	15 000	16 710	16 942
Primes d'assurance responsabilité civile	185 000	183 619	179 336
Subvention - Théâtre Capitol	83 430	83 430	81 000
Subvention - Université de Moncton	50 000	-	50 000
Subvention - autres	359 400	362 761	351 671
Autres	25 000	9 994	7 081
	717 830	656 514	686 030
	4 605 228 \$	4 641 143 \$	4 177 412 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2014

22. SUPPORT DE REVENUS ET DÉPENSES (suite)	2014		2013
	Budget	Réel	Réel
<i>Services de protection</i>			
Service de police			
Circulation	12 780 \$	12 720 \$	13 174 \$
Véhicules et équipement	2 682	1 097	1 569
Contrat G.R.C. et coûts municipaux	4 807 607	4 807 607	4 681 254
Programmes de prévention	2 000	-	2 000
	4 825 069	4 821 424	4 697 997
Protection contre les incendies			
Administration	415 903	394 626	330 807
Service de lutte contre les incendies	3 623 390	2 536 130	2 013 019
Enquêtes sur les incendies et prévention	8 000	9 297	8 718
Poste et bâtiment	456 650	372 218	277 125
Matériel de lutte contre les incendies	440 950	710 939	403 573
Formation	46 500	68 588	48 884
	4 991 393	4 091 798	3 082 126
Mesures d'urgence	15 000	29 919	15 048
Autres			
Inspection de construction	447 641	422 333	393 545
Application des arrêtés	416 789	154 504	150 461
Protection des animaux	40 000	10 139	22 320
Destruction des insectes et parasites	82 649	82 649	80 396
	987 079	669 625	646 722
	10 818 541 \$	9 612 766 \$	8 441 893 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2014

22. SUPPORT DE REVENUS ET DÉPENSES (suite)	2014		2013
	Budget	Réel	Réel
<i>Services de transports</i>			
Services communs			
Administration	273 858 \$	277 835 \$	252 869 \$
Formation et perfectionnement	41 580	13 065	8 840
Génie civil, planification, surveillance	601 452	710 653	692 909
Matériel général	184 053	146 453	133 519
Ateliers et autres bâtiments	319 500	285 035	364 475
	1 420 443	1 433 041	1 452 612
Chemins et routes			
Entretien au cours de l'été	1 342 630	1 367 419	1 428 981
Trottoirs	72 000	63 667	45 807
Égouts pluviaux et fossés de drainage	80 000	99 756	78 945
Enlèvement de la neige et de la glace	1 099 265	1 206 447	1 132 308
	2 593 895	2 737 289	2 686 041
Éclairage des rues	439 690	441 986	406 309
Services relatifs à la circulation			
Indicateurs des rues	26 000	18 754	20 706
Traçage des voies de circulation	55 000	52 143	47 135
Signaux routiers	43 840	67 210	29 032
	124 840	138 107	96 873
Transport en commun	1 114 000	1 053 450	808 284
Gaz naturel	2 000	1 011	2 919
Programme d'équipement	455 000	24 440	77 605
	457 000	25 451	80 524
	6 149 868 \$	5 829 324 \$	5 530 643 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2014

22. SUPPORT DE REVENUS ET DÉPENSES (suite)

	2014		2013
	Budget	Réel	Réel
<i>Service d'hygiène du milieu</i>			
Dépotoirs et enlèvement des ordures	1 081 100 \$	1 024 110 \$	1 015 305 \$
<i>Services d'urbanisme, d'aménagement et de mise en valeur du territoire</i>			
Commission d'urbanisme	14 176 \$	12 310 \$	14 176 \$
Planification et développement	632 670	456 105	393 850
Remembrement foncier et réserve foncière	101 495	129 386	116 483
Expansion Dieppe et parc industriel	931 868	1 013 111	1 070 116
Commissions de développement économique	148 295	148 295	130 984
Promotion touristique et réceptions	756 552	666 435	643 892
Embellissement et amélioration de terrains	103 700	90 569	96 683
	2 688 756 \$	2 516 211 \$	2 466 184 \$
<i>Services récréatifs et culturels</i>			
Administration	741 709 \$	707 108 \$	711 293 \$
Centres communautaires	512 100	300 279	305 006
Centre aquatique et sportif	1 334 346	1 333 589	1 244 577
Arénas	1 440 367	1 402 597	1 268 373
Parcs et terrains de jeux	2 359 569	2 334 692	2 185 078
Autres services récréatifs	555 594	366 092	333 812
Bâtiments municipaux et environnement	971 708	877 396	945 826
Formation et perfectionnement	9 248	8 100	6 000
Bibliothèque	18 400	15 866	22 937
	7 943 041 \$	7 345 719 \$	7 022 902 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2014

22. SUPPORT DE REVENUS ET DÉPENSES (suite)

	2014		2013
	Budget	Réel	Réel
<i>Approvisionnement en eau</i>			
Administration	471 973 \$	480 589 \$	409 717 \$
Conduite et distribution	2 407 446	2 021 900	1 954 072
Force motrice et pompage	288 450	239 602	279 052
Achat d'eau	1 790 000	1 619 475	1 632 518
Test source d'eau	-	32 862	234 496
Facturation et perception	63 100	63 150	64 198
	5 020 969 \$	4 457 578 \$	4 574 053 \$
<i>Collectage et évacuation des eaux d'égouts</i>			
Administration	228 996 \$	242 517 \$	199 555 \$
Système de collectage des eaux d'égouts	1 029 580	873 533	823 104
Stations de relèvement des eaux d'égouts	23 250	38 722	7 685
Épuration et évacuation des eaux d'égouts	2 274 736	1 724 400	2 201 355
Facturation et perception	52 005	55 058	54 708
	3 608 567 \$	2 934 230 \$	3 286 407 \$
<i>Services financiers - général</i>			
Service de la dette			
Intérêts - long terme	2 371 451 \$	2 243 395 \$	2 389 601 \$
Emprunt - Hôtel de Ville			
Intérêts - long terme	546 618	546 618	565 170
	2 918 069 \$	2 790 013 \$	2 954 771 \$
<i>Services financiers - eau</i>			
Service de la dette			
Intérêts - long terme	804 288 \$	750 804 \$	772 704 \$
<i>Services financiers - égouts</i>			
Service de la dette			
Intérêts - long terme	382 634 \$	378 085 \$	367 080 \$